

« C'est pire qu'un désert médical, c'est un véritable "no man's land" »



« Il faut inclure les élus et ne pas laisser ces questions aux seuls professionnels de santé », soutient l'élue aux affaires sociales à Euzet. S.B.

SANTÉ

Anne-Marie Bonot, adjointe au maire d'Euzet, s'associe à quatre de ses homologues dans la diffusion d'un questionnaire sur les besoins.

Stéphane Barbier

sbarbier@midilibre.com

« On est parti du constat que l'on allait se retrouver sans médecin et qu'il ne fallait pas rester sans réagir... » Mardi 28 février, au cœur du foyer du village d'Euzet-les-Bains, dont elle assure la fonction d'adjointe aux affaires sociales, Anne-Marie Bonnot roule son tapis de sol. Après une séance de sport hebdomadaire, l'élue s'engage sur un autre exercice : lutter contre la désertification médicale. Une épreuve au résultat incertain, tant s'épuisent les élus face à l'administration, et dont l'option d'unir leurs forces forcera peut-être la victoire.

De concert avec quatre de ses homologues des villages voisins (1) la récente distribution à leurs administrés d'un questionnaire permettra d'évaluer les besoins de santé sur ce coin reculé du territoire d'Alès Agglomération. « Mon médecin est à Lédignan, celui de ma belle fille à Vézénobres, et il y a un généraliste à Saint-Maurice. Mais tous sont à l'âge de la retraite "plus plus" et ce dernier est aux abonnés absents depuis un mois. C'est pire qu'un désert médical, c'est un véritable "no man's land" ! » Une situation impensable pour un bassin de vie comptant « environ 2 500 à 3 000 personnes » et à la sociologie particulière. Chiffres à l'appui, Anne-Marie

Bonot décrit « une commune de 450 habitants, dont 127 ont plus de 65 ans et, à l'autre bout, des gamins dont les familles n'ont ni pédiatre, ni médecin... » et, pour compléter le tableau, « l'infirmière libérale arrive de Baron (Oise) ».

Une situation dont s'émeuvent les habitants face à des élus de proximité que l'on attrape si facilement par le bras. « Le plus gros souci, c'est que les administrés ne vont pas voir le conseiller départemental, le député ou le sénateur, mais ils viennent vers nous en nous demandant : "Vous faites quoi ?" Nous sommes face à une administration, l'Agence régionale de santé (ARS), qui ne nous aide pas. Avec ce questionnaire, nous aurons une lecture précise de l'état de notre territoire et nous pourrions alors secouer le cocotier. » Un cocotier administratif que ces élus "de base" appellent à se dé-

partir de ses réflexes parfois condescendants. « Il faut inclure les élus et ne pas laisser ces questions aux seuls professionnels de santé. Les solutions, à l'image de la gestion de crise du Covid, partent d'en bas. »

Dans l'attente du dépouillement des questionnaires anonymisés et d'une réunion avec l'Agglomération, Anne-Marie Bonot porte le regard vers ces jeunes médecins à qui « il faut offrir le cabinet, la secrétaire, la maison avec piscine et les commerces de proximité. Ce que nous n'avons pas... Et ils veulent travailler 35 heures, pas le mercredi et le week-end... Seulement, le virus ne se soucie pas de cela. »

> (1) Patrick Fontaine, (maire de Monteils), Didier Salles (maire de Deaux), Patrick Jullian (1^{er} adjoint à St-Hippolyte-de-Caton), Nathalie Chantagrel et Marie-Danielle Duberger (élues de Méjannes-lès-Alès)